



Nord-Picardie

S.A.S. au capital de 5.703.396 Euros

COLAS NORD PICARDIE
197, rue du 8 mai 1945
CS 60105
59652 VILLENEUVE D'ASCQ

TEL.:03.20.81.85.85 FAX.:03.20.81.85.86
R.C.S.Lille 328 899 042

M ET MME CHANTREUX
37 RUE DE LA PORTE DE REIMS

02860 BRUYERES ET MONTBERAULT

Villeneuve d'Ascq, le 6 Novembre 2015

Messieurs,

Nous vous prions de trouver ci-dessous le chèque n° 0138021, d'un montant de
14350.00 EUROS à l'ordre de M ET MME CHANTREUX.

Nous vous prions d'agréer, Messieurs, l'expression de nos sentiments distingués.

Remis en main propre le 17/11/15
chantreux
ch. E.

Objet : AMENAGEMENT DE PARCELLE

CHEQUE
A
DETACHER

DOCUMENT SECURISE FOND A ENCRE REACTIVE

CREDIT DU NORD

PAYEZ CONTRE CE CHEQUE N° 0138021 NON ENDOSSABLE SAUF au profit d'une banque, d'une caisse d'épargne ou d'un établissement assimilé, la somme indiquée ci-dessous.

*QUATORZE MILLE TROIS CENT CINQUANTE EUROS*****

****EUR*14350.00****

à *M ET MME CHANTREUX*M ET MME CHANTRE

PAYABLE EN FRANCE
30076 02963
28 PLACE RIHOUR
59023 LILLE CEDEX
TEL. 03 20 40 30 40

Compte n° : 60975000200 82
COLAS NORD PICARDIE
197, rue du 8 mai 1945
CS 60105
59652 VILLENEUVE D'ASCQ

à rédiger exclusivement en EUROS

€ *****14350.00*

A Villeneuve d'Ascq,
le 6 Novembre 2015
COLAS NORD PICARDIE
Par procuration

VERIFIER A LA LUMIERE UV REACTIF FOND MICROTTEXT

(56)

0138021 0530100769034 2963609750201

CONVENTION D'AMENAGEMENT DE PARCELLE

ENTRE LES SOUSSIGNES :

*** Les Consorts CHANTREUX :**

Madame Evelyne Lucienne CHANTREUX, née MERAUT, épouse de Monsieur Dominique André CHANTREUX, domiciliée au 37 Rue de la Porte de Reims – 02860 BRUYERES ET MONTBERAULT ;

et

Monsieur Dominique André CHANTREUX, époux de Madame Evelyne Lucienne MERAUT, domicilié au 37 Rue de la Porte de Reims – 02860 BRUYERES ET MONTBERAULT ;

Ci-après dénommés « **les Propriétaires** »,

D'UNE PART,

ET

***COLAS NORD-PICARDIE**, Société par Actions Simplifiée au capital de 5 703 396 euros dont le siège social est à Villeneuve d'Ascq Cedex (59 652) ,197 rue du 8 mai 1945 – CS 60105, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Lille Métropole sous le numéro 328 899 042, prise en son établissement secondaire de LAON sis route de Leuilly à Chivy-les-Etouvelles.

Représentée par **Monsieur Pascal VOIRIOT** en sa qualité de Chef d'Agence.

Ci-après dénommée « **L'Entreprise** »

D'AUTRE PART,

Et collectivement dénommées « **les Parties** »

IL A TOUT D'ABORD ETE RAPPELE CE QUI SUIV

Les consorts Chantreux sont propriétaires d'une parcelle située sur la commune de FESTIEUX (02840), au lieu-dit « Le Bois des Sapins » et cadastrée Section A N° 746, et sur laquelle a été exploitée jusqu'au 09 septembre 2009 une ancienne sablière.

Les Propriétaires déclarent que la parcelle susvisée ne fait l'objet d'aucune convention, sujétion et est libre de toute exploitation, et que l'activité d'exploitation de l'ancienne sablière est arrêtée depuis le 09 septembre 2009.

Suite à l'arrêt de l'exploitation de la sablière, le site, telle qu'il existe aujourd'hui, présente une configuration ne permettant pas une exploitation agricole de la parcelle A 746.

Or, les propriétaires souhaitent ardemment, qu'il soit procédé au remblaiement des excavations existantes sur la parcelle A 746 créées par l'exploitation, en son temps, de la sablière ; ceci afin d'aplanir la parcelle A 746 en vue de la rendre susceptible de faire l'objet d'une exploitation agricole de la manière la plus optimisée possible.

De son côté, COLAS NORD PICARDIE est une société spécialisée dans la réalisation de travaux publics et privés. A ce titre, la société COLAS NORD PICARDIE, et notamment son établissement secondaire de LAON sis route de Leuilly à Chivy-les-Etouvelles, se voit détenteur d'une quantité importante de déblais inertes pouvant être valorisés dans le cadre d'une opération d'aménagement de terrain.

La capacité de dépôt sur la parcelle est, au jour de la signature de la présente convention, estimée à environ 25 000 m³.

Le remblaiement total de ces 25 000 m³ ne peut être envisagé et effectué que sur plusieurs années, et dans le cadre de l'exploitation d'une Installation de Stockage de Déchets Inertes (I.S.D.I.).

L'Entreprise est disposée à monter et à adresser à la Préfecture de L'Aisne. un dossier de demande d'enregistrement pour exploitation d'une I.S.D.I. sur la parcelle A 746 susvisée.

Toutefois, l'obtention par l'Entreprise de l'arrêté préfectoral d'enregistrement pour l'exploitation d'une I.S.D.I. risque de n'aboutir que dans le délai de plus ou moins 1 an.

C'est la raison pour laquelle, la présente convention d'aménagement de parcelle a été envisagée.

Ceci exposé, les parties se sont rapprochées afin de conclure la présente convention.

IL A ENSUITE ETE CONVENU DE CE QUI SUIV

ARTICLE I – OBJET

La présente convention a pour objet la réalisation, par l'Entreprise, d'une prestation d'aménagement de la parcelle A 746 visée au préambule et à l'article II ci-dessous par le biais de dépôt de déblais inertes, et ce, en procédant à une valorisation de ces déblais inertes, provenant exclusivement de marchés privés ou publics de travaux, dont l'Entreprise, et notamment son établissement secondaire de LAON sis route de Leuilly à Chivy-les-Etouvelles sont titulaires.

Il s'agit de procéder à un aménagement desdites parcelles se traduisant par une mise à niveau (nivellement) du terrain par remblaiement avec des déblais inertes et comblement des excavations existantes engendrées par l'exploitation antérieure de la sablière.

Le but étant que les Propriétaires puissent, à l'issue de l'exécution de la présente convention, voir optimisée dans la mesure du possible, la surface d'exploitation agricole sur la parcelle A 746 et que cette parcelle puisse, le cas échéant, être donnée à bail en pâture.

Toutefois, les Parties étant conscients que l'optimisation totale de la surface d'exploitation agricole de la parcelle A 746 via remblaiement des 25 000 m³ visés au préambule ne pourra se faire que sur plusieurs années dans le cadre d'un dossier I.S.D.I., une future convention viendra succéder à la présente convention d'aménagement de parcelle lorsque celle-ci sera terminée.

Pour ce faire, les Propriétaires accordent en exclusivité et en s'obligeant à toutes les garanties ordinaires et de droit en pareille matière, à l'Entreprise qui l'accepte, le droit de déposer des déblais inertes, exclusivement issu de de marché de travaux dont l'Entreprise s'est trouvé ou se trouverait titulaire, afin d'aménager la parcelle désignée à l'article II, dans les conditions figurant aux articles III et suivants de la présente convention.

ARTICLE II – DESIGNATION

Le terrain concerné par la présente convention est, selon le cadastre, la parcelle située sur la commune de FESTIEUX (02840), lieudit « Le Bois des Sapins » et cadastrée A 746, avec une superficie totale de 1 ha 66 a 45 ca.

L'extrait de plan cadastral faisant état de la parcelle A 746 figure en annexe à la présente convention.

L'aménagement porte sur une superficie totale de la parcelle de 14 000 m², étant précisé que la hauteur maximale des remblaiements/exhaussements sera de 2 mètres maximum.

ARTICLE III - NATURE DES DEBLAIS – POLLUTION

La capacité de dépôt est estimée à environ 25 000 m³.

Seuls pourront être admis sur le site des déblais de chantier, provenant exclusivement de marchés privés ou publics de travaux, dont l'Entreprise est titulaire, et particulièrement son établissement de LAON sis route de Leuilly à Chivy-les-Etouvelles; Ces déchets ayant la qualité de déchets inertes tels que définis par l'annexe I de l'arrêté du 28 octobre 2010 relatif aux installations de stockage de déchets inertes. L'Entreprise assurera un suivi de tous les déblais admis sur la parcelle.

Il ne pourra en aucun cas être reproché à l'Entreprise une pollution trouvant sa cause dans des dépôts de matériaux effectués antérieurement à la date du 22/08/2013.

ARTICLE IV – DUREE

Le présent contrat est conclu pour une durée de 1 an ferme à compter de la date de signature des présentes.

Il est toutefois convenu que, dans l'hypothèse où les zones à remblayer le seraient en totalité avant l'expiration de la durée d'un an susvisée, le contrat prendra fin immédiatement sans indemnité ni de part ni d'autre.

Dans ce cas l'Entreprise devra notifier aux Propriétaires par lettre recommandée avec avis de réception la date de fin effective du contrat.

L'Entreprise aura 2 mois à compter de l'expiration du contrat pour enlever ses éventuelles installations sans avoir à verser aucune somme à ce titre.

ARTICLE V - DEBUT D'EXPLOITATION

Les parties déclarent connaître précisément les lieux.

Un état contradictoire entre les parties quant à la nature des sols et à une éventuelle pollution antérieure à l'intervention de l'Entreprise sera réalisé par sondages aux frais de l'Entreprise et annexé aux présentes.

Un relevé altimétrique de départ du site doit être effectué contradictoirement entre les parties, et aux frais de l'Entreprise, par un géomètre, et servira de base de calcul des cubatures de remblais. Ce relevé altimétrique de départ est annexé également à la présente convention.

ARTICLE VI- FIN D'EXPLOITATION

Un relevé altimétrique final sera établi par un géomètre, ainsi qu'un état contradictoire quant à la pollution des sols, par sondages, et ce contradictoirement entre les parties et aux frais de l'Entreprise.

ARTICLE VII - CONDITIONS D'EXPLOITATION

1 – Les Propriétaires garantiront à l'Entreprise la jouissance paisible des immeubles objets des présentes.

Les propriétaires déclarent que tout ou partie de la parcelle faisant l'objet de la présente convention n'a pas été donnée en hypothèque, au profit de tiers quelconque, Etat, personnes

1) CD
CE

privées ou publiques, et affirment qu'aucune servitude réelle n'affecte la parcelle A 746 et n'est susceptible d'empêcher cette convention de recevoir sa pleine et entière exécution.

Les Propriétaires s'engagent également à laisser le terrain accessible et libre de tout obstacle pendant la durée de la présente convention.

2- L'Entreprise devra se conformer à toutes les prescriptions administratives ou de police imparties par arrêtés et règlements.

3- L'Entreprise se conformera aux termes de l'autorisation donnée par les Propriétaires sur la mise en œuvre du projet le cas échéant, ainsi qu'aux décisions d'urbanisme relatives au projet.

4- L'Entreprise aura le droit d'édifier sur le terrain toutes constructions ou installations qu'il jugerait utiles. Ces bâtiments et installations n'auront qu'un caractère précaire et devront nécessairement être enlevées à la fin de la présente convention. Notamment l'Entreprise s'engage à clôturer le terrain et à édifier un portail d'accès préalablement aux travaux d'aménagement proprement dit.

5 - L'Entreprise paiera, le cas échéant, tous les frais, droits et honoraires des présentes.
A la fin des opérations de remblaiement, l'Entreprise informera les Propriétaires. Ces derniers disposeront alors d'un délai d'un mois pour faire connaître leurs éventuelles observations.

ARTICLE VIII- AUTORISATIONS VISEES AU CODE DE L'URBANISME

Par correspondance du 8 août 2013, le Maire de la Commune de FESTIEUX a fait connaître à Monsieur Dominique CHANTREUX, qu'eu égard aux dispositions de l'article R.429-23 f du code de l'urbanisme et au fait que la hauteur des remblaiements serait au maximum de 2 mètres pour une superficie de 14 000 m², lesdits travaux d'aménagement ne sont pas soumis à déclaration préalable. Cette correspondance du maire de la commune de FESTIEUX en date du 8 août 2013 figure en annexe à la présente convention.

ARTICLE IX - CLAUSE RESOLUTOIRE

L'Entreprise sera en droit de résilier si bon lui semble la présente convention, sans avoir à verser d'indemnité quelconque aux Propriétaires, dans les cas suivants :

- circonstances de force majeure entraînant une impossibilité d'exploiter de remblayer pendant plus de 6 mois ;
- Modification de la réglementation entraînant une interdiction de remblayer ou l'imposition de contraintes telles que l'exploitation ne serait plus économiquement viable
- découvertes de vestiges archéologiques entraînant une interdiction de remblayer ou l'imposition de contraintes telles que l'exploitation ne serait plus économiquement viable

- parcelle A 746 intégralement remblayée avant l'expiration du délai de 1 an à compter de la signature de la présente convention, de sorte que les capacités de remblaiement maximum de ladite parcelle soient atteintes eu égard au nivellement recherché pour permettre une capacité optimale d'exploitation agricole future.

ARTICLE X – ENGAGEMENTS RECIPROQUES DES PARTIES DANS LA PERSPECTIVE DE LA SIGNATURE DE LA FUTURE CONVENTION DEVANT SUCCEDER A LA PRESENTE CONVENTION

Par la signature de la présente convention, il est expressément convenu entre les Parties que :

1/ L'Entreprise s'engage à constituer sans délai, à ses frais, un dossier de demande d'enregistrement pour exploitation d'une I.S.D.I. sur la parcelle A 746 et à déposer ledit dossier, à ses frais également, auprès de la Préfecture de L'Aisne en vue d'obtenir, avant le 15 novembre 2016 l'arrêté préfectoral d'enregistrement pour exploitation d'une I.S.D.I. y afférent.

2/ Les Propriétaires s'engagent dès à présent, sous réserve de l'obtention par l'Entreprise de l'arrêté préfectoral d'enregistrement pour exploitation de l'I.S.D.I. avant le 25 novembre 2016 à signer de manière exclusive avec l'Entreprise, une future convention, devant immédiatement succéder à la présente convention une fois que celle-ci sera terminée, et visant à régir le remblaiement total des 25 000 m³ avec une durée de 5 (cinq) années minimum. Il est toutefois ici expressément convenu entre les Parties que la future convention devra prévoir qu'à défaut de remblaiement complet des 25 000 m³ à l'issue de ce délai de 5 ans précité, la future convention devra être reconduite d'année en année jusqu'à complet remblaiement de la parcelle.

Les propriétaires déclarent par ailleurs être conscients que l'arrêté préfectoral pourra, dans le cadre de l'exploitation I.S.D.I. envisagée, préconiser des mesures particulières (pose de grillage/clôture tout autour du site, visite périodique de la DREAL,).

3/ En contrepartie de l'engagement des Propriétaires visé au 2/ du présent article, l'Entreprise remet aux Propriétaires, à la date de signature de la présente convention, un chèque d'un montant de 14 350,00 euros que les Propriétaires déclarent avoir bien reçu.

Il est expressément convenu entre les Parties qu'en cas de non obtention de l'arrêté préfectoral par l'Entreprise, les 14 350,00 euros resteront acquis aux Propriétaires. Ces derniers ne pourront cependant réclamer à l'Entreprise aucun dommages et intérêts et/ou rémunération/indemnisation supplémentaire(s) du fait de la non-obtention par l'Entreprise de l'arrêté préfectoral d'enregistrement d'exploitation de l'I.S.D.I..

4/ Par ailleurs, les Propriétaires déclarent avoir déjà reçu un chèque de 11 650,00 euros.

5/ Il est expressément convenu entre les Parties, qu'en cas d'obtention par l'Entreprise de l'arrêté préfectoral, il devra être prévu, au sein de la future convention visée au 2/ du présent article, que ces sommes de 14 350,00 euros et de 11 650,00 euros ainsi versées (soit 26 000,00

CD
CE

euros au total) , seront réputées constituer une avance sur redevances annuelles globales, forfaitaires, fermes et définitives qui seront prévues dans la future convention ; étant précisé que ces redevances annuelles au titre de la future convention seront de 1,25 euros TTC/m3 mis en remblai.

ARTICLE XI – CONFIDENTIALITE

De convention expresse entre les parties, les termes de la présente convention ainsi que les informations inhérentes à la présente convention sont strictement confidentielles. A ce titre, les parties s'engagent à ne pas divulguer d'eux-mêmes les informations confidentielles ainsi qu'à tout mettre en œuvre afin d'en empêcher l'accès à des tiers.

ARTICLE XII – CESSION DU CONTRAT

De convention expresse entre les parties, en cas de cession des actifs de l'Entreprise à une autre société, la présente convention conclue entre l'Entreprise et les Propriétaires sera transmise automatiquement au cessionnaire.

ARTICLE XIII - ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile, aux adresses figurant en première page des présentes.

ARTICLE XIV-ANNEXES

Sont annexés à la présente convention les documents suivants ;

- Annexe 1 : Attestation de propriété des parcelles (copie acte de propriété ou attestation notariale)
- Annexe 2 : Extrait du plan cadastral avec indication de la parcelle A 746
- Annexe 3 : Plan et coupes de l'exhaussement projeté
- Annexe 4 : Courrier du Maire de FESTIEUX en date du 9 août 2013 en réponse à la déclaration préalable
- Annexe 5 : Relevé altimétrique de départ effectué contradictoirement entre les parties par un géomètre

ARTICLE XIV-CONTESTATION

En cas de contestation quant à la formation, l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties s'engagent à rechercher ensemble un accord amiable. A défaut les juridictions compétentes seront celles situées dans le ressort de Lille.

Fait à CHIVY-LES-ETOUVELLES, le 17 Novembre 2015.

En trois exemplaires originaux.

L'Entreprise,

COLAS SCREG NORD PICARDIE

Les Propriétaires,

Mme Evelyne CHANTREUX

Monsieur Dominique CHANTREUX

 Secteur Laon
Nord-Picardie
ZI - Rue de Champunant - CS 40271
02400 CHÂTEAU-THIERRY
Tél. 03 23 83 85 30 - Fax 03 23 83 55 64

CD
CE

ANNEXE 1

A LA CONVENTION D'AMENAGEMENT DE PARCELLE

11
CD
CE

L'AN MIL NEUF CENT QUATRE VINGT SEPT
LE VINGT SEPT OCTOBRE.

Maître Félix MALDERET, notaire à COUCY LE CHATEAU
AUFFRIQUE (Aisne), soussigné

Il est précisé qu'en cas de notaire associé ou de plusieurs
notaires signataires de l'acte, il sera ou ils seront dénommés "le
notaire soussigné".

A reçu le présent acte authentique, contenant VENTE.
A la requête des personnes ci-après identifiées.

IDENTIFICATION DES PARTIES:

Les personnes requérantes, parties au présent acte sont:

ANCIENS PROPRIETAIRES:

LA SOCIETE D'AMENAGEMENT FONCIER ET D'ETABLISSEMENT RURAL DE
PICARDIE dite "SAFER DE PICARDIE" société anonyme au capital de
1.400.000 F agréé par arrêté ministériel du 17 Décembre 1973, dont
le siège social est à AMIENS (Somme) 21 Rue Frédéric Petit, inscrite
au registre du commerce d'AMIENS sous le n°B 927 220 475
Constituée pour une durée de 99 ans à compter du 7 Octobre 1972, en
application des articles 15 et suivants de la loi n°60.808 du 5 AOUT
1960 et agréée par arrêté interministériel du 17 Décembre 1973
publié au Journal Officiel du 17 Janvier 1974.

NOUVEAUX PROPRIETAIRES:

Monsieur CHANTREUX Dominique André, gardien de la paix, né à SAINT
QUENTIN (Aisne) le 2 Février 1950 de nationalité française,
et Madame MERAUT Evelyne Lucienne, sans profession
son épouse, née à FARGNIERS (Aisne) le 5 Mars 1952 de nationalité française
demeurant ensemble à LEVILLY SOUS COUCY (Aisne) 18 Rue Haute
Mariés à la mairie de JUSSY (Aisne)
le 30 Octobre 1982
sous le régime de la communauté de biens d'acquêts à défaut de
contrat de mariage, régime non modifié

DESIGNATION

COMMUNE DE FESTIEUX (Aisne)

Divers parcelles en nature de terre cadastrées section A numéros :

- | | |
|-------------------------------|------------|
| - 46 "le pré du taureau" pour | 2ha36a76ca |
| - 55 " " | 76a10ca |
| - 56 " " | 7a60ca |

AR3
CD
M C

[Signature]

11
CD
CE

- 746 "le bois des sapins" pour

1ha66a45ca

TOTAL

4ha86a91ca

EFFET RELATIF

Acquisition par acte Me BROCARD, Notaire à SAINT MIHIEL (55300) en date du 7 Janvier 1982 publié à LAON le 19 FEVRIER 1982 volume 4607 n°13

PROPRIETE - JOUISSANCE

Immédiate, par la prise de possession réelle à compter de ce jour.

P R I X:

CENT VINGT ET UN MILLE HUIT CENTS FRANCS (121.800 F)
Payé comptant par la comptabilité.

DECLARATION POUR L'ADMINISTRATION

Les parties déclarent que la présente vente est effectuée dans le cadre des opérations immobilières prévues par la loi n°60.808 du 5 AOUT 1960 dite d'orientation agricole et le décret n°61.610 du 14 Juin 1961 et, qu'en conséquence, conformément aux articles 1020 et 1028 du Code Général des Impôts, les présentes sont exonérées des droits de timbre et ne sont soumises qu'au taux réduit à 0,60% en ce qui concerne la taxe de publicité foncière.

CALCUL DES DROITS:

Sur CENT VINGT ET UN MILLE HUIT CENT FRANCS (121.800F)	
0,60% = 730F	
frais de recouvrement 2,50% = 18F	
TOTAL = 748F	

PRESENCES ou REPRESENTATIONS:

la SAFER DE PICARDIE ci-dessus qualifiée est représentée par M. André BRAEM, Ingénieur foncier à la SAFER de PICARDIE AGISSANT en vertu des pouvoirs donnés à cet effet suivant procuration sous seing privé en date à AMIENS du 20 Octobre 1987 demeurée ci-annexée après mention, de :

Monsieur Jean-Jacques LE FLOC'H, Directeur à la SAFER DE PICARDIE, demeurant 32 Rue Edmond Lebel à AMIENS (Somme) dûment habilité à l'effet des présentes par délibération du conseil d'administration de ladite société du 19 Mai 1980 dont les copies ont été déposées au rang des minutes de Me Guy BEAUVAIS, Notaire à COMPIEGNE, et aux greffes du tribunal de commerce de COMPIEGNE.

AB ME. d
CD

1/ CD
CE

Dénommée dans le présent acte "LE VENDEUR".

M. et Mme CHANTREUX-MERAUT ci-dessus prénommés, qualifiés et domiciliés.

Dénommés dans le présent acte L'ACQUEREUR.
Présents.

Lesquels reconnaissent que le Notaire soussigné leur a donné lecture du préambule qui précède, et déclarent en approuver les termes.

En conséquence:

la SAFER DE PICARDIE, vend par son représentant par ces présentes en s'obligeant à toutes les garanties ordinaires de fait et de droit les plus étendues;

A :

M. et Mme CHANTREUX-MERAUT qui acceptent.

Les biens dont la désignation est établie ci-dessus et qui sont plus généralement appelés dans le corps de l'acte sous le vocable "L'IMMEUBLE"; tel qu'il existe avec toutes ses dépendances, tous immeubles par destination qui en dépendent et tous droits y attachés sans aucune exception ni réserve; que L'ACQUEREUR déclare bien connaître pour l'avoir visité en vue des présentes et s'être entouré de tous les éléments d'informations nécessaires à tous égards.

Le Notaire rédacteur a établi la désignation qui précède tant d'après les anciens titres de propriété que d'après des énonciations de toutes les parties, avec la précision qu'aucune réserve n'a été faite sur cette désignation.

L'ACQUEREUR déclare dispenser le notaire soussigné et LE VENDEUR de faire plus ample désignation de L'IMMEUBLE et de ses éléments d'équipement.

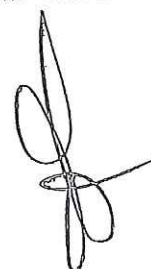
ORIGINE DE PROPRIETE

L'immeuble ci-dessus désigné appartient au VENDEUR pour l'avoir acquis de M. Guy LENI, exploitant forestier, né à MONCHIO (Italie) le 30 Octobre 1917, demeurant au château de Charnailles, commune de Jambles (SAONE ET LOIRE) époux de Mme Andrée Odette GAUL Aux termes d'un acte reçu par Me BROCARD, notaire sus-nommé, le 7 JANVIER 1982.

Moyennant un prix payé comptant et quittancé en l'acte.

Une expédition dudit acte a été publiée au bureau des Hypothèques de LAON le 19 FEVRIER 1982 volume 4607 n°13.

AB ME
CD



11 CD
CE

Un état délivré à la suite de cette formalité n'a révélé l'existence d'aucune inscription du chef du vendeur.

ORIGINE ANTERIEURE

Les parties dispensent le notaire soussigné d'établir plus longuement ici l'origine de propriété de L'IMMEUBLE, déclarant vouloir s'en référer aux anciens titres de propriété.

PROPRIETE - OCCUPATION

L'ACQUEREUR sera propriétaire de l'immeuble au moyen et par le seul fait des présentes à compter de ce jour.
L'IMMEUBLE est libre de location et occupation ainsi que le VENDEUR le déclare.

CHARGES ET CONDITIONS GENERALES

La vente est faite sous les charges et conditions que l'ACQUEREUR s'oblige à exécuter et à accomplir, savoir:

1-) ETAT - MITOYENNETE - DESIGNATION - CONTENANCE:

Il prendra l'IMMEUBLE dans son état actuel, sans aucune garantie de la part du VENDEUR, pour quelque cause que ce soit, et notamment pour mauvais état du sol ou du sous-sol, vices apparents ou cachés, défaut d'alignement, mitoyenneté ou non-mitoyenneté ou encore erreur dans la consistance ou la contenance, la consistance ou la contenance indiquée, en plus ou en moins, excédant-elle un vingtième devant faire le profit ou la perte de l'ACQUEREUR.

2-) SERVITUDES

Il profitera des servitudes actives et supportera celles passives, conventionnelles ou légales, apparentes ou occultes, continues ou discontinues, pouvant grever l'IMMEUBLE vendu.

DECLARATION DU VENDEUR

LE VENDEUR déclare qu'il n'a créé, ni laissé créer aucune servitude sur l'IMMEUBLE vendu, et qu'à sa connaissance il n'en existe aucune, sauf celles pouvant résulter de la situation des lieux, de la loi ou des règles d'urbanisme.

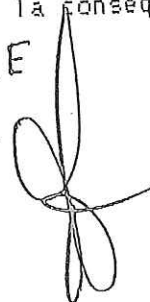
3-) IMPOTS

Il acquittera à compter du jour de l'entrée en jouissance tous les impôts, contributions, taxes et charges de toute nature auxquels l'IMMEUBLE peut et pourra être assujéti, étant précisé à ce sujet que la taxe foncière se répartira prorata temporis entre VENDEUR et ACQUEREUR tant que l'avertissement correspondant ne lui sera pas adressé à son nom propre.

4-) FRAIS - DROITS ET EMOLUMENTS

L'ACQUEREUR paiera tous les frais, droits et émoluments des présentes et ceux qui en seront la suite ou la conséquence.

AB ME
CD



CD
CE

judiciaire, liquidation de biens, cessation de paiement, redressement judiciaire ou autres.

2ent : sur l'IMMEUBLE vendu:

Le VENDEUR déclare sous sa responsabilité, concernant l'IMMEUBLE:

- qu'il n'est pas actuellement l'objet d'expropriation,
- qu'il est libre de toute inscription, transcription, publication ou mention pouvant porter atteinte aux droits de l'ACQUEREUR.

DOMICILE

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, les parties font élection de domicile en l'étude du notaire soussigné.

REMISE DE TITRES

Le VENDEUR ne sera pas tenu de délivrer les anciens titres de propriété mais l'ACQUEREUR sera subrogé dans tous ses droits pour se faire délivrer à ses frais ceux dont il pourrait avoir besoin concernant le bien vendu.

INFORMATION RELATIVE

A LA REPRESSION DES INSUFFISANCES

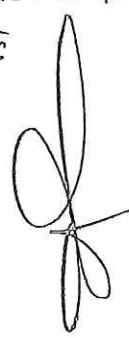
ET DISSIMULATIONS - AFFIRMATION DE SINCERITE

Les parties affirment, sous les peines édictées par l'article 1837 du Code Général des Impôts que le présent acte exprime l'intégralité du prix convenu, elles reconnaissent avoir été informées par le notaire soussigné des sanctions encourues en cas d'inexactitude de cette affirmation.

En outre, le notaire soussigné affirme qu'à sa connaissance le présent acte n'est ni modifié, ni contredit, par aucune contre-lettre contenant une augmentation du prix.

Les parties reconnaissent également que le notaire soussigné leur a donné connaissance des dispositions fiscales instituant au profit du Trésor, un droit de préemption sur les immeubles dont le prix de vente est estimé insuffisant et leur a expliqué les conséquences pouvant résulter à l'encontre de l'ACQUEREUR et du VENDEUR, de l'application éventuelle de ces dispositions.

AB ME
CD



CD
CE

DONT ACTE sur SEPT pages.

Fait et passé au siège de l'office notariale dénommé en tête des présentes.

A la date sus-indiquée.

Et, après lecture faite, les parties ont signé avec le notaire.

Les parties approuvent :

- Renvois = néant
- Mots rayés nuls = néant
- Chiffres rayés nuls = néant
- Lignes entières:rayées nulles = néant
- Barres tirées dans les blancs = néant

AB
CD

MEQ

AB

AB

AB

CD
CE

ANNEXE 2

A LA CONVENTION D'AMENAGEMENT DE PARCELLE

11
CD
CE

DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES
EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

Département :
AISNE
Commune :
FESTIEUX

Numéro d'ordre du registre
de constatation des droits :
Cachet du service d'origine :
Centre des Impôts foncier de :
LAON
Cité Administrative

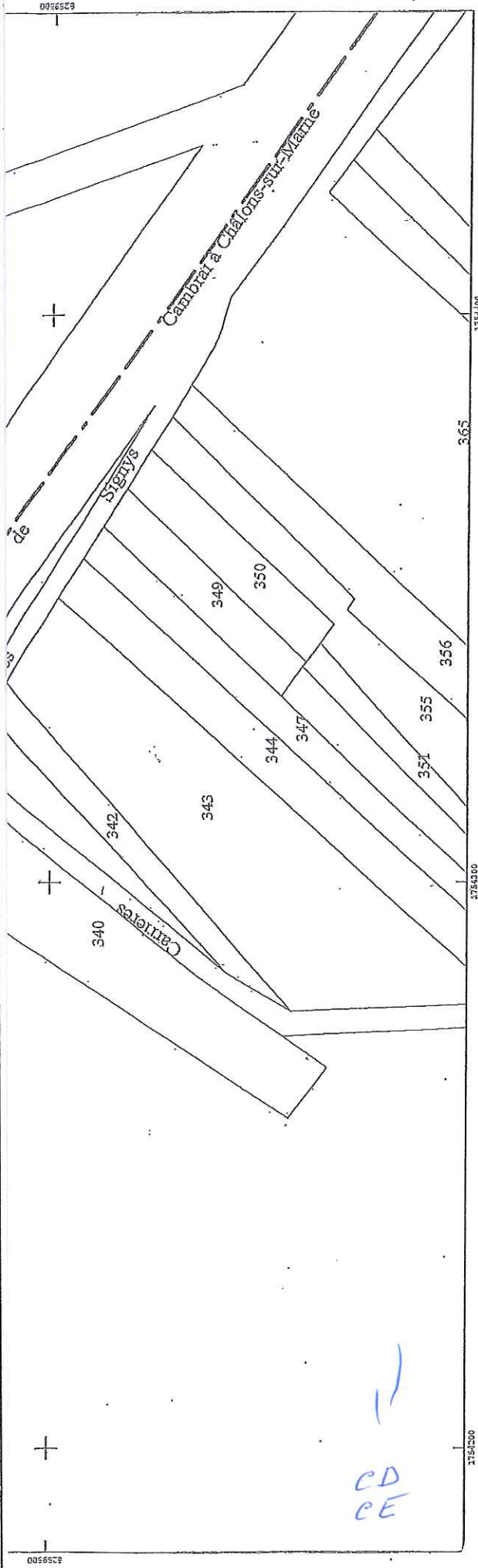
02016 LAON Cedex
Téléphone : 03.23.26.28.60.
Fax : 03.23.26.28.71.

Section : A
Feuille(s) : 000 A 01
Echelle d'origine : 1/1000
Echelle d'édition : 1/1000
Date de l'édition : 18/04/2012

Extrait certifié conforme au plan cadastral
à la date :

A _____
le _____
L' _____

Service du Cadastre



ANNEXE 3

A LA CONVENTION D'AMENAGEMENT DE PARCELLE

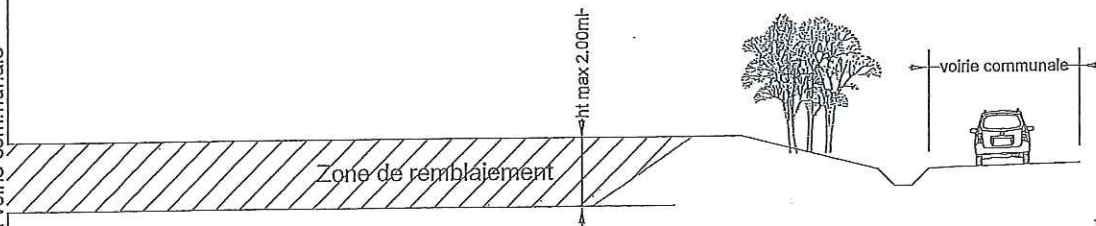
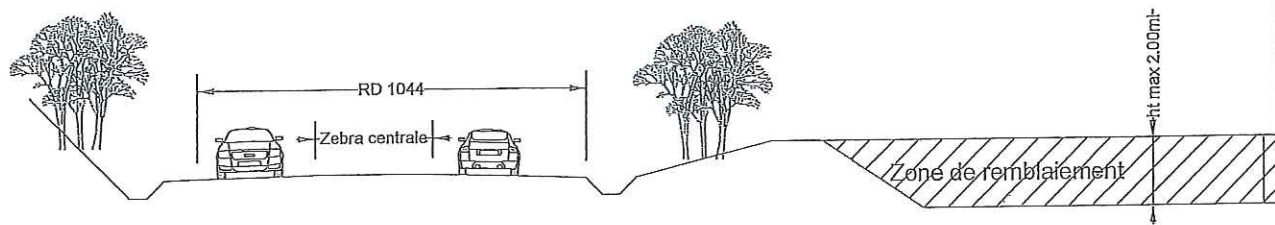
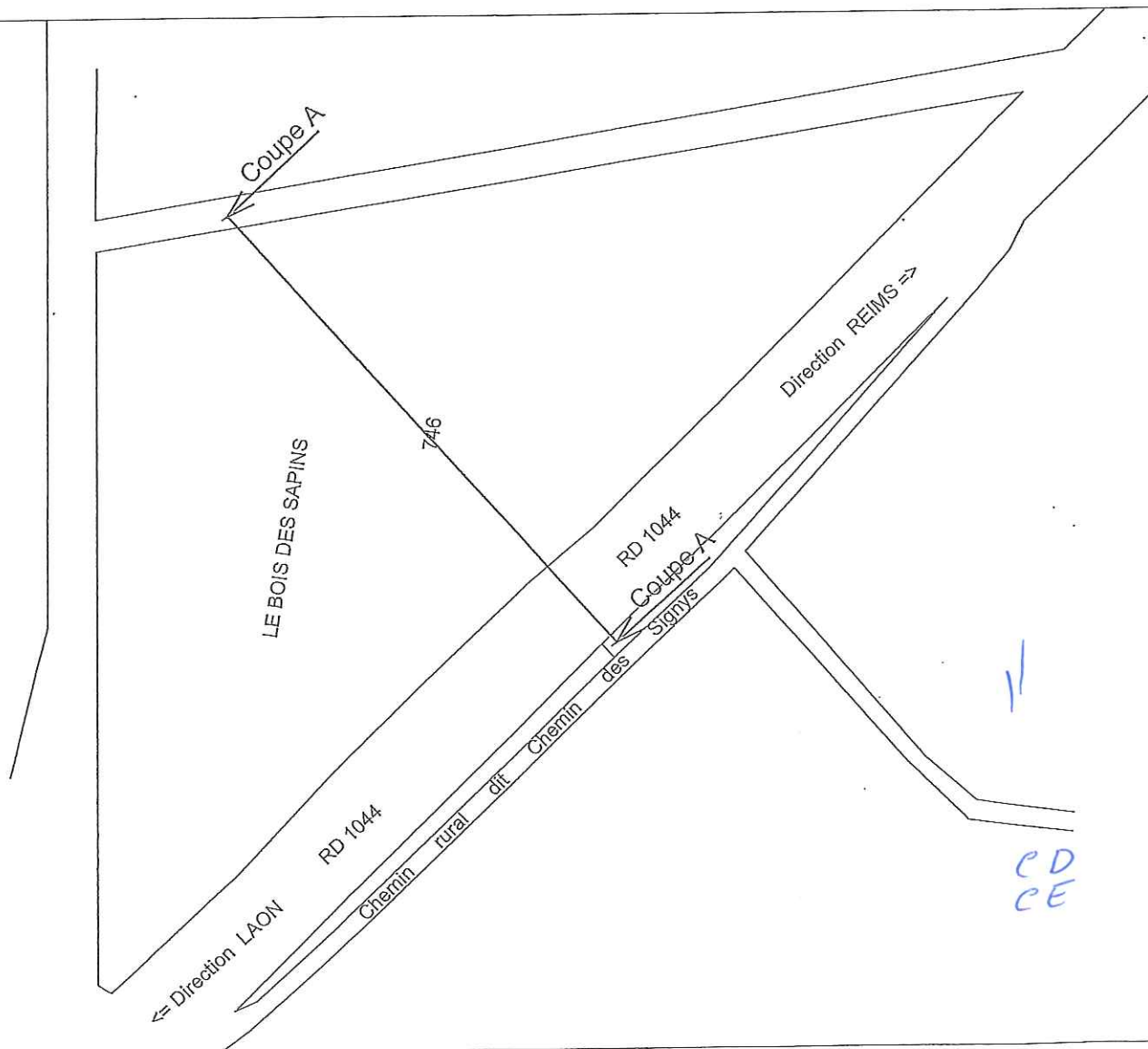
1/
CD
CE

Plan de repérage

Coupe de Principe A-A

détail RD 1044

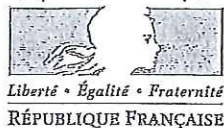
détail voirie communale



ANNEXE 4

A LA CONVENTION D'AMENAGEMENT DE PARCELLE

11
CD
CE



Préfet de l'Aisne

dossier n° DP 002 309 13 L0003

date de dépôt: 03 juin 2013

demandeur: Monsieur CHANTREUX Dominique
pour : remblaiement d'une ancienne sablière
adresse terrain: lieu-dit Le bois des sapins, à
Festieux (02840)

DDT02

Affaire suivie par :
Frédéric LELEUX
03 23 27 66 05

M. le Directeur Départemental des Territoires
de l'Aisne

à
Monsieur CHANTREUX Dominique
37 porte de Reims
02860 Bruyères-et-Montbérault

Monsieur,

Vous avez déposé en mairie de Festieux, le 03/06/2013, une déclaration préalable pour le remblaiement d'une ancienne carrière d'exploitation.

Les dispositions de l'article R.429-23 f du code de l'urbanisme précisent que sont soumis à la déclaration préalable les affouillements ou exhaussements dont la hauteur excédée 2 mètres et qui portent sur une superficie supérieure ou égale à 10 m².

Dans le cas présent, compte tenu des éléments que vous nous avez fait parvenir par courrier en date du 28/06/2013 à savoir que la hauteur des remblaiements serait au maximum de 2 mètres pour une superficie de 14 000 m², les travaux ne sont pas soumis à déclaration préalable.

Veillez donc trouver ci-joint en retour votre déclaration préalable, votre demande étant de ce fait classée comme non instruire à compter de ce jour.

Je vous prie de croire, Monsieur, en l'assurance de ma considération distinguée.

Fait, le

03 août 2013

Le Maire

B. Bouvige



CD
CE

PROCES-VERBAL DE RECOLEMENT
(Article R. 512-76 du Code de l'Environnement)

OBJET : INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT
Fin d'exploitation d'une carrière.

REFER. : Arrêté Préfectoral d'autorisation n°2005-1241 du 15 décembre 2005 .

EXPLOITANT : EUROVIA PICARDIE

COMMUNES : FESTIEUX

PARCELLES : n°46 et n°55 situées au lieudit « Le Pré du Taureau »
parcelle n°746 située au lieudit « Le Bois du Sapin »

L'autorisation d'exploiter a été accordée à la société EUROVIA PICARDIE par arrêté préfectoral du 15 décembre 2005 qui est arrivé à échéance.

Au vu des résultats de l'instruction menée et des constatations effectuées sur place le 9 septembre 2009, il apparaît que les travaux de remise en état répondent aux objectifs définis par les arrêtés préfectoraux précités.

En foi de quoi, le présent procès-verbal a été établi en application des articles 512-74 et suivants du code de l'environnement livre V.

Fait à Soissons, le 15 septembre 2009

L'inspecteur des Installations Classées



Olivier MONTAIGNE

N.B. :

Le présent procès-verbal de récolement ne peut être assimilé à un quitus, et des prescriptions complémentaires pourraient être imposées s'il apparaissait que les travaux réalisés s'avéraient insuffisants pour garantir la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511.1 du Code de l'Environnement.

✓
CD
CE

ANNEXE 5

A LA CONVENTION D'AMENAGEMENT DE PARCELLE

1)
CD
CE